

829

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Jendi, 13 août 1903.

N. 59.

Donnerstag, 13. August 1903.

Loi du 15 juin 1903, accordant la naturalisation à M. Mathias Faust, cultivateur à Longsdorf.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 juin 1903 et celle du Conseil d'État du 12 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Mathias Faust, cultivateur, demeurant à Longsdorf, né à Ensdorf, cercle de Sarrelouis (Prusse), le 1^{er} juillet 1864.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 15 juin 1903.

Pour le Grand-Duc :

Son Lieutenant-Représentant,

GUILLAUME,

Grand-Duc Héréditaire.

Le Ministre d'État, Président

du Gouvernement,

EYSCHEN.

Gesetz vom 15. Juni 1903, wodurch dem Hrn. Mathias Faust, Ackerer zu Longsdorf, die Naturalisation verliehen wird.

Nir **Adolph**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 10. Juni 1903 und derjenigen des Staatsrathes vom 12. dess. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Dem Hrn. Mathias Faust, Ackerer zu Longsdorf, geboren zu Ensdorf, Kreis Saarlouis (Preußen), am 1. Juli 1864, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 15. Juni 1903

Für den Großherzog :

Deffen Statthalter,

Wilhelm,

Erbgroßherzog.

Der Staatsminister,

Präsident der Regierung,

Eyschen.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation accordée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 6 août 1903 par M. Mathias Faust, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Foulren et dont un extrait a été déposé à la Division de la justice.

Luxembourg, le 11 août 1903.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

*Loi du 15 juin 1903, accordant la naturalisation
à M. Jean Faust, cultivateur à Longsdorf.*

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 40 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 juin 1903 et celle du Conseil d'État du 12 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Jean Faust, cultivateur, demeurant à Longsdorf, né à Eusdorf, cercle de Sarrelouis (Prusse), le 19 septembre 1866.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 15 juin 1903.

Pour le Grand-Duc :
*Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.*

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Mathias Faust verliehene Naturalisation ist von diesem am 6. August 1903 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Gemeinde Fuhren aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Justizabtheilung hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 11. August 1903.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Gesetz vom 15. Juni 1903, wodurch dem Hrn. Johann Faust, Ackerer zu Longsdorf, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 10. Juni 1903 und derjenigen des Staatsrathes vom 12. desf. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und ordonnern :

Einziger Artikel. Dem Hrn. Johann Faust, Ackerer zu Longsdorf, geboren zu Eusdorf, Kreis Saarlouis (Preußen), am 19. September 1866, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 15. Juni 1903

*Für den Großherzog:
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.*

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation accordée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 6 août 1903 par M. Jean Faust, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Fohren et dont un extrait a été déposé à la Division de la justice.

Luxembourg, le 11 août 1903.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Loi du 15 juin 1903, accordant la naturalisationⁿ
à M. Pierre Faust, cultivateur à Longsdorf.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 juin 1903 et celle du Conseil d'État du 12 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Pierre Faust, cultivateur, demeurant à Longsdorf, né à Ens Dorf, cercle de Sarrelouis (Prusse), le 27 avril 1870.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 15 juin 1903.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Johann Faust verliehene Naturalisation ist von diesem am 6. August 1903 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Gemeinde Fohren aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Justizabtheilung hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 11. August 1903.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Gesetz vom 15. Juni 1903, wodurch dem Hrn. Peter Faust, Ackerer zu Longsdorf, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 10. Juni 1903 und derjenigen des Staatsrathes vom 12. desl. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Dem Hrn. Peter Faust, Ackerer zu Longsdorf, geboren zu Ens Dorf, Kreis Saarlouis (Preußen), am 27. April 1870, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 15. Juni 1903.

Für den Großherzog :
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation accordée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 6 août 1903 par M. Pierre Faust, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Fouchren et dont un extrait a été déposé à la Division de la justice.

Luxembourg, le 11 août 1903.

**Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.**

Arrêté du 12 août 1903, concernant la comptabilité de l'association d'assurance contre les accidents.

**LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT, ET**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la loi du 5 avril 1902, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents, spécialement des art. 33, 37, 44, 46 et 47, § final ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 janvier 1903, portant règlement général d'exécution de la loi précitée, notamment son art. 27 ;

Sur les propositions du comité-directeur de l'association d'assurance contre les accidents et après avis de la Caisse d'épargne ;

Arrêtent :

CHAP. I^{er}. — Recettes.

Art. 1^{er}. La perception des cotisations dues par les membres de l'association d'assurance contre les accidents (art. 38 de la loi), des avances (art. 39), des cautionnements (art. 40 et 27, § 6), des amendes d'ordre et des déboursés mis à charge des intéressés par la loi, le règlement ou les statuts, est effectué par les receveurs des contributions et des accises du bureau dans le ressort duquel se trouve le domicile ou, à défaut, le siège d'exploitation du

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Peter Faust verliehene Naturalisation ist von diesem am 6. August 1903 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Gemeinde Fouchren aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Justizabtheilung hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 11. August 1903.

**Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.**

Beschluß vom 11. August 1903, die Rechnungsführung der Unfallversicherungsgenossenschaft betreffend.

**Der Staatsminister, Präsident
der Regierung, und
der General-Director der Finanzen ;**

Nach Einsicht des Gesetzes vom 5. April 1902, betreffend die Arbeiter-Unfallversicherung, insbesondere der Art. 33, 37, 44, 46 und 47, Schlußabsatz ;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 23. Januar 1903, betreffend die allgemeinen Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetze, insbesondere des Art. 27 ;

Auf Vorschlag des Vorstandes der Unfallversicherungsgenossenschaft und nach Einsicht des Gutachtens der Sparkassenverwaltung ;

Beschließen :

Kapitel I. — Einnahmen :

Art. 1. Die Erhebung der seitens der Mitglieder der Unfallversicherungsgenossenschaft geschuldeten Jahresbeiträge (Art. 38 des Gesetzes), der Vorschüsse (Art. 39), der Kautionsgelder (Art. 40 und 27 § 6), der Ordnungsstrafen und sonstiger Leistungen, welche den Betheiligten durch Gesetz, Reglement oder Statut auferlegt sind, wird durch den Steuereinnahmer desjenigen Bureaus bewirkt, in dessen Bezirk der Wohnsitz des Beitragspflichtigen oder, mangels dessen, der Sitz des Be-

débiteur, en exécution des rôles afférents dressés par le comité-directeur et rendus exécutoires par la direction des contributions.

Ces rôles devront être transmis aux receveurs afférents par l'intermédiaire des contrôleurs des contributions divisionnaires, qui prendront note du montant de ces rôles, en surveillent le recouvrement et y exerceront en général le même contrôle que pour les recettes ordinaires des bureaux des contributions et des accises.

Art. 2. Les receveurs des contributions comprendront dans leurs versements à la Recette générale les recouvrements faits pour compte de l'association d'assurance-accident; ils en demanderont dans le bordereau de versement, en dehors de la quittance pour fonds de l'État, une quittance spéciale pour *fonds de l'assurance*.

Cette quittance qui ne sera pas enregistrée à la Chambre des comptes, sera visée par le comité-directeur de l'association d'assurance qui la fera parvenir au receveur.

Le montant intégral de ces recouvrements est versé à la Recette générale au plus tard à la fin de chaque mois, en espèces ou en mandats acquittés par le receveur sur l'ordre du receveur général.

Cette disposition n'est pas applicable au receveur des contributions à Luxembourg, qui devra constamment disposer d'une somme suffisante en vue de l'art. 5 ci-après.

CHAP. II. — Dépenses.

Art. 3. Le paiement des indemnités allouées aux victimes ou à leurs ayants-droit sera effectué, à titre d'avance, par les comptables de l'administration des postes, conformément à l'art. 27 du règlement susdit, sur mandats délivrés par le président de l'association et visés par la direction des postes.

L'association d'assurance et la direction des postes tiendront, chacune pour son compte, le même registre de mandats émis et resp. de mandats reçus.

Art. 4. Les mandats acquittés par les intéressés seront compris dans les versements effec-

triciés sich befindet und zwar auf Grund der durch den Vorstand aufgestellten und durch den Steuerdirector executorisch erklärten Heberollen.

Diese Heberollen sind den betreffenden Einnehmern durch die Vermittlung der Bezirkssteuerkontrollen zuzustellen, die von deren Betrag Notiz nehmen, deren Erhebung überwachen und im Allgemeinen dabei dieselbe Kontrolle ausüben müssen wie bei den gewöhnlichen Einnahmen der Steuer- und Accisenämter.

Art. 2. Die Steuereinnehmer begreifen in ihre Ablieferungen an die Generalkasse die Einnahmen ein, die sie für Rechnung der Unfallversicherungsgenossenschaft bewirkt haben und beantragen auf dem Einzahlungsbordereau, außer der Quittung für Staatsgelder, die Ausstellung einer besonderen Quittung für „Gelder der Versicherung.“

Diese Quittung, welche nicht in der Rechnungskammer eingeschrieben wird, visirt der Vorstand der Unfallversicherung und läßt dieselbe dem Einnehmer zustellen.

Der Gesamtbetrag der bewirkten Erhebungen ist spätestens am Schlusse eines jeden Monats entweder in Geld oder in Anweisungen, die der Einnehmer auf Befehl des Generaleinnehmers ausbezahlt hat, an die Generalkasse abzuliefern.

Diese Bestimmung gilt jedoch nicht für den Steuereinnehmer zu Luxemburg, der in Hinsicht auf nachfolgenden Art. 5 stets eine hinreichende Summe in Bereitschaft halten muß.

Kapitel II. — Ausgaben.

Art. 3. Gemäß Art. 27 obigen Reglements wird die Auszahlung der den Verletzten oder deren Empfangsberechtigten gewährten Entschädigungen vorläufig durch die Rechnungsbeamten der Postverwaltung, auf Grund von durch den Präsidenten der Genossenschaft ausgestellten und durch die Postdirection visirten Anweisungen bewirkt.

Die Unfallversicherungsgenossenschaft und die Postdirection führen, eine jede für sich, dasselbe Register über die ausgestellten und bezw. erhaltenen Anweisungen.

Art. 4. Die seitens der Beteiligten quittirten Anweisungen sind statt der zu ihrer Zahlung ver-

tués par les comptables à la Recette générale en lieu et place du numéraire qui a servi à leur paiement.

Art. 5. Les autres dépenses courantes de l'association seront payées par le receveur des contributions de la ville, en qualité de comptable extraordinaire, sur mandat délivré par le président de l'association.

Il sera tenu un compte spécial et séparé des dépenses visées par le paragraphe final de l'art. 33 de la loi, lesquelles tombent pour moitié à charge de l'Etat.

Le montant des dépenses incombant définitivement à l'Etat sera remboursé au comptable extraordinaire par ordonnance de paiement à imputer sur l'article afférent du budget de l'Etat.

L'excédant éventuel des dépenses sur les recettes opérées par le comptable extraordinaire sera remboursé à celui-ci par le receveur général conformément à l'art. 7 qui suit.

Le receveur des contributions à Luxembourg rendra compte de sa gestion au moins une fois par exercice budgétaire et aussi souvent que le Gouvernement ou le comité-directeur le jugeront nécessaire.

CHAP. III. — Comptabilité.

Art. 6. Le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois, au soir, le Receveur général adressera au comité-directeur les mandats acquittés qui se sont trouvés dans les versements postaux.

Les envois au comité-directeur des quittances de versement (art. 2 susdit) et des quittances de paiement (art. 4 susdit) seront accompagnés chaque fois du carnet du compte-courant indiquant la situation en recettes et en dépenses, qui sera vérifié et visé par le comité-directeur.

Les quittances de versement sont remises à la fin de chaque jour, s'il y en a, et les quittances de paiement au moins dans les dix jours.

wandten Gelbbeträge in die Ablieferungen an die Generalkasse einzubegreifen.

Art. 5. Die sonstigen laufenden Ausgaben der Genossenschaft werden auf Anweisung des Präsidenten der Genossenschaft durch den Steuereinknehmer zu Luxemburg, als außerordentlichen Rechnungsbeamten, gezahlt.

Ueber die im Art. 33 des Gesetzes, Schlußabsatz, erwähnten Ausgaben, welche zur Hälfte dem Staate zur Last fallen, wird eine besondere und getrennte Rechnung geführt.

Der Betrag der dem Staate endgültig zufallenden Ausgaben wird an den außerordentlichen Rechnungsbeamten abgeführt mittelst Zahlungsanweisung auf den betreffenden Artikel des Staatsbudgets.

Uebersteigt der Ausgabenbetrag die bewirkten Einnahmen, so hat die Rückzahlung des Ueberschusses an den außerordentlichen Rechnungsbeamten durch den Generaleinknehmer gemäß nachfolgendem Art. 7 zu erfolgen.

Die Rechnungsablage seitens des Steuereinknehmers zu Luxemburg geschieht wenigstens einmal im Rechnungsjahre und so oft die Regierung oder der Vorstand es für nöthig erachten.

Kapitel III. — Rechnungsführung.

Art. 6. Am 10., am 20. und am letzten Tage eines jeden Monats, Abends, übermittelt der Generaleinknehmer dem Vorstände die quittirten Anweisungen, welche sich in den Ablieferungen der Post befunden haben.

Mit den Ablieferungs- (Art. 2 oben) und den Zahlungsquittungen (Art. 4 oben) erhält der Vorstand jedesmal das Kontoforrentbuch, welches den Betrag der Einnahmen und Ausgaben angibt und vom Vorstände geprüft und unterzeichnet wird.

Die vorhandenen Ablieferungsquittungen werden zu Schluß eines jeden Tages und die Zahlungsquittungen wenigstens innerhalb zehn Tagen abgeliefert.

CHAP. IV. — *Placements.*

Art. 7. Le receveur général versera à la Caisse d'épargne, contre remise d'un livret, les fonds disponibles de l'association et il en informera le comité-directeur.

Le taux d'intérêt à bonifier par la Caisse d'épargne à l'association du chef de ses dépôts est fixé provisoirement à 3 pCt.

Les retraits de fonds se feront sur quittance du Receveur général, munie de l'autorisation du président de l'association.

Les fonds affectés à l'acquisition de titres et à des placements ayant un caractère définitif, feront l'objet d'un compte spécial (*Placements*), qui ne fera plus partie du compte-courant de la Recette générale.

Les titres ainsi acquis seront déposés au nom de l'association d'assurance à la Recette générale, conformément à l'art. 37 de la loi, et ne pourront plus être retirés qu'en vertu d'une délibération spéciale du comité-directeur.

CHAP. V. — *Remboursement des avances.*

Art. 8. Les dépenses effectuées à titre d'avance par l'Etat, dans le courant d'un exercice, seront remboursées au Receveur général au moins dans les trois mois de l'expiration de l'exercice, sur état résumant les quittances qui ont été adressées pendant la période afférente au comité-directeur.

Art. 9. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 12 août 1903.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Kapitel IV. — Kapitalanlagen.

Art. 7. Der Generaleinnehmer liefert gegen Einhändigung eines Sparbuches die verfügbaren Gelder der Genossenschaft an die Sparkasse ab und gibt dem Vorstände hiervon Kenntniß.

Vorläufig ist der Zinsfuß, welchen die Sparkasse der Genossenschaft für ihre Einlagen vergütet, auf 3 pCt. festgesetzt.

Die Entnahme von Geldern erfolgt gegen Quittung des Generaleinnehmers, welche die Ermächtigung des Genossenschafts-Präsidenten tragen muß.

Ueber die zum Ankauf von Titeln oder auf sonstige, endgültige Anlegungen verwandten Gelder wird eine besondere Rechnung „Kapitalanlage“ geführt, die nicht mehr zur laufenden Rechnung der Generaleinnahme gehört.

Die auf diese Weise erworbenen Titel werden gemäß Art. 37 des Gesetzes auf den Namen der Unfallversicherungsgenossenschaft bei der Sparkasse hinterlegt und können nur mehr auf Grund einer besonderen Beschlusses des Vorstandes zurückgezogen werden.

Kapitel V. — Rückzahlung der Vorschüsse.

Art. 8. Die im Laufe des Rechnungsjahres durch den Staat vorschußweise bewirkten Ausgaben werden dem Generaleinnehmer spätestens innerhalb drei Monaten nach Ablauf des Rechnungsjahres zurückerstattet, und zwar auf Grund einer Nachweisung über die dem Vorstände während des entsprechenden Zeitraumes übermittelten Quittungen.

Art. 9. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 12. August 1903

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
Eyschen.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal du 6 août ct., MM. L. Funck, actuellement juge de paix du canton de Clervaux, et Félix Servais, avocat-avoué à Luxembourg, ont été nommés, le premier aux fonctions de juge de paix du canton de Capellen, le second aux mêmes fonctions dans le canton de Clervaux.

Luxembourg, le 10 août 1903.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal du 6 août ct., M. J.-B. Sax, avocat à Luxembourg, a été nommé attaché à la direction générale de la justice.

Luxembourg, le 10 août 1903.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN*

Avis — Administration des travaux publics.

A partir du 1^{er} septembre prochain M. Victor Fonck, conducteur des travaux publics à Luxembourg, est chargé du service du canton de Grevenmacher, avec résidence à Grevenmacher.

Luxembourg, le 8 août 1903.

*Le Directeur général des travaux publics,
CH. RISCHARD.*

Avis. — Administration communale.

Par arrêté grand-ducal du 6 août courant, M. Jacques Marx, cultivateur à Mondorf-les-Bains, a été nommé bourgmestre de la commune de Mondorf-les-Bains.

Luxembourg, le 12 août 1903.

Pour le Directeur général de l'intérieur:
*Le Directeur général des travaux publics,
CH. RISCHARD.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 6. August c. ist Hr. L. Funck, Friedensrichter des Kantons Clerf, zum Friedensrichter des Kantons Capellen, und Hr. Felix Servais, Advokat-Anwalt zu Luxemburg, zum Friedensrichter des Kantons Clerf ernannt worden.

Luxemburg, den 10. August 1903.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 6. d. Mts. ist Hr. J. B. Sax, Advokat zu Luxemburg, zum Attache an der Generaldirektion der Justiz ernannt worden.

Luxemburg, den 10. August 1903.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Bauverwaltung.

Vom 1. September künftig ab ist Hr. Viktor Jondt, Baucondukteur zu Luxemburg, in derselben Eigenschaft nach dem Kanton Grevenmacher, mit dem Amtswohnsitz Grevenmacher verlegt.

Luxemburg, den 8. August 1903.

*Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
R. Rischard.*

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 6. l. Mts. ist Hr. Jak. Marx, Landwirth zu Bad-Mondorf, zum Bürgermeister der Gemeinde Bad-Mondorf ernannt worden.

Luxemburg, den 12. August 1903.

Für den General-Director des Innern:
*Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
R. Rischard.*

Avis. — Brevets d'invention.

Les brevets d'invention ci-après ont été délivrés pendant le mois de juillet écoulé, en vertu de la loi du 30 juin 1880, savoir :

N° 5199. — 2 juillet. — Serrure pour barrières de chemin de fer. — *Stoll & Co* à Bischheim (Strasbourg).

N° 5200. — 4 juillet. — Matelas. — *Schönherr & Co* à Berlin.

N° 5201. — 4 juillet. — Appareil pour le chargement de marchandises brutes. — *Aachener Hütten-Aktien-Verein, Abtheilung Esch* à Esch sur-l'Alzette.

N° 5202. — 4 juillet. — Procédé de dénicotisation de tabacs fabriqués. — *August Falk* à Vienne.

N° 5203. — 6 juillet. — Procédé d'extraction du jus de raisins etc. — *C.-A. Kupferberg & Co* à Mayence.

N° 5204. — 6 juillet. — Générateur à gaz acétylène. — *Maximilien-Wenzel Holfert* à Gross-Schönau (S.).

N° 5205. — 7 juillet. — Système de poulie extensible. — *Charles Giraud* à Bourg.

N° 5206. — 8 juillet. — Dispositif pour faire des trous angulaires, s'appliquant aux fuseaux des tarières, des tours etc. — *Auerbach & Co* à Dresde-Pieschen.

N° 5207. — 9 juillet. — Appareil de garde pour vélocipèdes, automobiles etc., consistant en un loquet tournant sous l'action d'un ressort et de lamelles. — *Mathias Ehret* à Lahr (Bade).

N° 5208. — 11 juillet. — Waggon de chemin de fer à déchargement automatique. — *Guillaume Werke, G. m. b. H.* à Neustadt.

N° 5209. — 11 juillet. — Avertisseur universel. — *Yves-Marie Harscoët-Braonëzec* à Guingamp (Côte du Nord).

N° 5210. — 11 juillet. — Câble métallique composé de faisceaux à centre triangulaire. — *Felten & Guillaume, Karlswerk*, à Mulheim s/R.

N° 5211. — 14 juillet. — Perfectionnement dans les étampes pour la production de métal

Bekanntmachung. — Erfindungspatente.

Nachstehende Erfindungspatente sind im Laufe des verflossenen Monats Juli, in Gemäßheit des Gesetzes vom 30. Juni 1880, erteilt worden :

Nr. 5199. — 2. Juli. — Schrankenschloß mit Kiegeklappe. — *Stoll & Co.*, in Bischheim (Straßburg).

Nr. 5200. — 4. Juli. — Zweitheilige Matratze. — *Schönherr & Co.* in Berlin.

Nr. 5201. — 4. Juli. — Vorrichtung zum Verladen von Massen-Gütern. — *Aachener Hütten-Aktien-Verein, Abtheilung Esch*, in Esch a. d. Alz.

Nr. 5202. — 4. Juli. — Verfahren zur Entnicotinisierung gebrauchsfertiger Tabak-Fabrikate. — *August Falk* in Wien.

Nr. 5203. — 6. Juli. — Verfahren zur Gewinnung des Saftes aus Weintrauben u. s. w. — *Ch. A. Kupferberg & Co.* in Mainz.

Nr. 5204. — 6. Juli. — Acetylen-Gaserzeuger. — *Maximilian Wenzel Holfert* in Groß-Schönau i. S.

Nr. 5205. — 7. Juli. — Ausdehnbare Blockrolle. — *Karl Giraud* in Bourg.

Nr. 5206. — 8. Juli. — An die Bohrspindel von Bohrmaschinen, Drehbänken und dergl. anzubringende Vorrichtung zum Bohren ediger Löcher. — *Auerbach & Co.* in Dresden-Pieschen.

Nr. 5207. — 9. Juli. — Mit, unter der Wirkung einer Feder und Lamellen stehender, drehbarer Klinker versehene Sicherung für Fahrräder, Motorräder u. s. w. — *M. Ehret* in Lahr.

Nr. 5208. — 11. Juli. — Eisenbahntransportwagen mit Selbstentladung. — *Guillaume Werke, G. m. b. H.* in Neustadt.

Nr. 5209. — 11. Juli. — Universal-Zeitmelde. — *Yves Marie Harscoët-Braonëzec* in Guingamp (Frankreich).

Nr. 5210. — 11. Juli. — Drahtseil aus sektorförmigen Litzen. — *Felten & Guillaume, Karlswerk A. G.* in Mulheim a. Rhein.

Nr. 5211. — 14. Juli. — Verbesserungen an Reibahlen zur Herstellung von Metallplatten. —

en plaques. — *Universal Safety Tread Company* à Jersey City.

N° 5212. — 17 juillet. — Pipe à feu continu. — *Gustave Dubuisson* à Bruxelles.

N° 5213. — 17 juillet. — Brûleur à incandescence par le gaz de houille et autres, l'alcool et le pétrole et autres produits volatils brûlant à flamme renversée. — *Lucien Liais* à Paris.

N° 5214. — 21 juillet. — Laminoir pour la fabrication de tuyaux sans soudure. — *Otto Briede* à Benrath (Dusseldorf).

N° 5215. — 21 juillet. — Procédé et appareil pour le laminage de tuyaux sans soudure. — *Briede* à Benrath (Dusseldorf).

N° 5216. — 21 juillet. — Nouveau châssis-presse pour le tirage des épreuves photographiques. — *Joseph-Et. Frilloux* à Paris.

N° 5217. — 21 juillet. — Monte-charge de haut-fourneau. — *Adolf Bleichert & Co* à Leipzig-Gohlis.

N° 5218. — 21 juillet. — Moyen d'absorption des combinaisons toxiques qui se produisent en fumant du tabac. — *Wendt's Cigarrenfabriken Akt.-Ges* à Brême.

N° 5219. — 21 juillet. — Douilles mobiles pour fixer les soies des pinceaux. — *Jean Kannenberg* à Bredeley (Essen s/R.).

N° 5220. — 22 juillet. — Appareil de chauffage pour liquides. (Certificat d'addition au n° 4546 du 13 septembre 1901.) — *Dr Adolphe Waldbaur* à Stuttgart.

N° 5221. — 23 juillet. — Traction électrique pour tramways etc. — *Arthur Baisieux* à Bruxelles.

N° 5222. — 25 juillet. — Accouplement double et automatique pour voitures de chemin de fer. — *Frédéric Bernhardt* à Wanne (Westphalie).

N° 5223. — 25 juillet. — Nouveau procédé pour la dessiccation du lait. — *James-Robinson Hatmaker* à Paris.

N° 5224. — 25 juillet. — Dispositif aux portes

Universal Safety Tread Company, in Jersey-City.

Nr. 5212. — 17. Juli. — Continuirlich brennende Tabakpfeife. — *Gustav Dubuisson* in Brüssel.

Nr. 5213. — 17. Juli. — Glühbrenner mit umgekehrter Flamme für Kohlen- und sonstige Gase, für Spiritus und Petroleum und dgl. — *Lucian Liais* in Paris.

Nr. 5214. — 21. Juli. — Walzwerk zum Auswalzen von nahtlosen Röhren und dgl. — *Otto Briede* in Benrath (Düsseldorf).

Nr. 5215. — 21. Juli. — Verfahren und Vorrichtung zum Auswalzen von nahtlosen Röhren und dergl. — *Otto Briede* in Benrath.

Nr. 5216. — 21. Juli. — Neuer Pressrahmen zum Abziehen photographischer Probebilder. — *Joseph Stephan Frilloux* in Paris.

Nr. 5217. — 21. Juli. — Gichtaufzug. — *Adolph Bleichert & Co.* in Leipzig-Gohlis.

Nr. 5218. — 21. Juli. — Absorptionsmittel zur Bindung der beim Tabakrauchen entstehenden flüchtigen giftigen Verbindungen. — *Wendt's Cigarrenfabriken Akt. Ges.* in Bremen.

Nr. 5219. — 21. Juli. — Abnehmbare Hülfsen für Pinsel, als Ersatz für das übliche Aufbinden der Borsten bei neuen Pinseln. — *Johann Kannenberg* in Bredeley (Essen a. Ruhr).

Nr. 5220. — 22. Juli. — Apparat zum Erhitzen von Flüssigkeiten. (Zusatzpatent zu Nr. 4546 vom 13. September 1901.) — *Dr. Adolph Waldbaur* in Stuttgart.

Nr. 5221. — 23. Juli. — Elektrischer Betrieb für Straßenbahnen und dgl. — *Arthur Baisieux* in Brüssel.

Nr. 5222. — 25. Juli. — Doppelte selbstthätige Kuppelung für Eisenbahnfahrzeuge. — *Friedrich Bernhardt* in Wanne (Westfalen).

Nr. 5223. — 25. Juli. — Neues Verfahren zur Austrocknung der Milch. — *James Robinson Hatmaker* in Paris.

Nr. 5224. — 25. Juli. — Zugluft-Schüler an

pour empêcher les courants d'air. — Willy-Ch. Zimmermann à Duren (Rhin).

N° 5225. — 25 juillet. — Dispositif permettant l'impression simultanée en plusieurs couleurs. — Salomon Steiner et Ernest Bosnak à Szombathely, et Leopold Ullmann à Budapest.

N° 5226. — 25 juillet. — Procédé de fabrication de briquettes de houilles et de coke. — Charles Plate à Bonn et J. Lieb à Cologne.

N° 5227. — 27 juillet. — Procédé de fabrication d'enseignes, de décorations murales, de mosaïques, carrelages etc. lumineux — Auguste Schuler à Strasbourg.

N° 5228. — 27 juillet. — Procédé et appareil pour la production d'air comprimé etc. — Ad. Hein à Berlin.

N° 5229. — 31 juillet. — Nouvelle disposition de lettres et enseignes lumineuses. — Société Belgian Electric Lighting Boards à Bruxelles.

A été transféré :

Le 7 juillet, le brevet n° 4950 du 8 novembre 1902 — Table avec réclame sur toile sans fin — à Hugues Boldès, négociant à Paris.

Les brevets ci-après sont éteints pour défaut de paiement de la taxe annuelle :

N° 2113. — Electrodes pour appareils électriques.

N° 2368. — Procédé d'augmenter la résistance des pierres de ciment.

N° 2485 et 2787. — Perfectionnements aux appareils et procédés d'électrolyse.

N° 2490. — Allumeur automatique pour brûleurs à gaz.

N° 2491. — Fermeture automatique pour brûleurs et becs à gaz avec corps inflammable.

N° 2676 et 3451. — Frein électro-hydraulique continu, instantané, automatique et modérable pour voitures de chemins de fer et autres applications.

Thüren. — Willy Karl Zimmermann in Düren (Rhein).

Nr. 5225. — 25. Juli. — Einrichtung zum gleichzeitigen Drucken mit mehreren Farben. — Salomon Steiner und Ernest Bosnak in Szombathely, und Leop. Ullmann in Budapest.

Nr. 5226. — 25. Juli. — Verfahren zur Herstellung von Steinkohlen- und Koksbricketts. — Karl Plate in Bonn und J. Lieb in Köln.

Nr. 5227. — 27. Juli. — Verfahren zur Herstellung selbstleuchtender Firmenschilder, Wand- oder Fußbodenbekleidungen oder sonstiger mosaikartiger Dekorationsmittel. — August Schuler in Straßburg.

Nr. 5228. — 27. Juli. — Verfahren und Apparat zur Erzeugung von Preßluft und dgl. — Adolf Hein in Berlin.

Nr. 5229. — 31. Juli. — Neue Einrichtung von Leuchtschildern. — Akt. Gesellschaft Belgian Electric Lighting Boards in Brüssel.

Es ist übertragen worden :

Am 7. Juli, das Patent Nr. 4950 vom 8. November 1902, — Tisch mit beweglicher Annoncen-Einlage — an Hugo Boldès, Kaufmann in Paris.

Folgende Erfindungspatente sind erloschen, mangels Entrichtung der jährlichen Gebühr :

Nr. 2113. — Elektroden für elektrische Apparate.

Nr. 2368. — Verfahren, die Rohsteine aus Cement-Rohmischung widerstandsfähig zu machen.

Nr. 2485 u. 2787. — Verbesserungen an elektrolytischen Apparaten und Verfahren.

Nr. 2490. — Selbstzündler für Gasbrenner.

Nr. 2491. — Selbstthätig wirkende Absperrvorrichtung für Zündbrenner mit Zündkörper.

Nr. 2676 u. 3451. — Continuirlich selbstthätige und regulirbare elektro-hydraulische Schnell-Bremse für Eisenbahnwagen und andere Zwecke.

- N° 2702. — Perfectionnements aux soupapes à air pour bandes pneumatiques.
- N° 3244. — Corps allumeur pour allumeurs automatiques à gaz.
- N° 3526. — Four à feu continu pour ciment, chaux etc.
- N° 3563. — Voiture automobile.
- N° 3573. — Perfectionnements aux dispositifs pour chauffer et cuire sur des bougies ou des lampes.
- N° 3789. — Tuille plate en forme d'écaille.
- N° 3790. — Tuille ondulée.
- N° 3972. — Nouveau procédé d'épuration et de décoloration des jus sucrés.
- N° 4290. — Instrument pour mesurer la force du tirage.
- N° 4291. — Instrument pour mesurer la force du tirage.
- N° 4348. — Procédé et appareil pour refroidir ou condenser des fluides.
- N° 4354. — Tuyau de conduite d'eau avec dispositif de dégel.
- N° 4355. — Ruche feuilletable basculante.
- N° 4359. — Procédé pour teindre les gants et objets semblables.
- N° 4363. — Dispositif pour empêcher la congélation dans les conduites d'eau.
- N° 4374. — Dispositif de surchauffage.
- N° 4375. — Tuyau flambeur.
- N° 4748. — Dispositif pour l'enregistrement automatique de toute improvisation exécutée sur le piano, l'harmonium, le grand orgue et sur tous les instruments à clavier.
- N° 4749. — Mode de fabrication de clous de fer à cheval et autres.
- N° 4753. — Tréteau repliable en un plan pour tables, chaises et autres objets analogues.
- N° 4757. — Coupe-tubes.
- N° 4760. — Pompe hélicoïdale sans engrenages à manège ou à main.
- N° 4761. — Chauffage fumivore.
- Nr. 2702. — Verbesserungen an Luftventilen für pneumatische Radbänder.
- Nr. 3244. — Zündkörper für selbstthätige Gaszylinder.
- Nr. 3526. — Dauerbrennofen für Cement, Kalk und dgl.
- Nr. 3563. — Automobil.
- Nr. 3573. — Neuerungen an den Einrichtungen zum Heizen und Kochen auf Kerzen oder Lampen.
- Nr. 3789. — Flache schuppenförmige Dachziegel.
- Nr. 3790. — Gewellte Dachziegel.
- Nr. 3972. — Neues Verfahren zum Reinigen und Entfärben der Zuckersäfte.
- Nr. 4290. — Zugmesser.
- Nr. 4291. — Zugmesser.
- Nr. 4348. — Verfahren und Apparat zum Kühlen oder Kondensiren von Fluiden.
- Nr. 4354. — Wasserleitungsbleirohr mit Aufstauvorrichtung.
- Nr. 4355. — Umstellbarer Bienenkorb.
- Nr. 4359. — Verfahren zum Färben von Handschuhen und dergl.
- Nr. 4363. — Einrichtung um das Einfrieren von Wasserleitungen zu verhindern.
- Nr. 4374. — Ueberhitzeranordnung.
- Nr. 4375. — Kesselflammrohr.
- Nr. 4748. — Vorrichtung zum automatischen Niederschreiben eines jeden Spieles auf dem Klavier, dem Harmonium, der Orgel und allen Tasteninstrumenten.
- Nr. 4749. — Verfahren zur Herstellung von Hufeisen- und sonstigen Nägeln.
- Nr. 4753. — In einem Plan zusammenklappbares Gestell für Tische, Stühle u. s. w.
- Nr. 4757. — Rohr-Abschneider.
- Nr. 4760. — Schraubenförmige Pumpe ohne Verzahnung für Treibwerk oder Handwerk.
- Nr. 4761. — Rauchverbrennung für Feuerungsanlagen.

N° 4762. — Innovation dans le procédé de fabrication de pièces de fonte au moyen de la fonte de première fusion.

N° 4765. — Procédé pour l'utilisation du fiel de verre.

N° 4767. — Appareil à couper l'argile.

N° 4772. — Tuiles s'alignant en forme de scie.

N° 4773. — Dispositif pour fixer des baguettes aux tuiles en ciment plates.

N° 4774. — L'adaptation du système horaire de 1 à 24 heures à tous les mouvements d'horlogerie.

N° 4775. — Aspirateur universel.

Luxembourg, le 1^{er} août 1903.

Le Conseiller Secrétaire général,
P. RUPPERT.

Arrêté du 6 août 1903, portant approbation des statuts de la caisse publique de crédit agricole et professionnel établie à Vianden.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu l'art. 7 de la loi du 27 mars 1900, concernant la création de caisses publiques de crédit agricole et professionnel, et l'art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 20 juin 1902, concernant le même objet;

Vu son arrêté du 9 juillet dernier, portant création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Vianden;

Vu les statuts de la dite caisse, délibérés en séance du conseil communal de Vianden du 20 juillet dernier;

Vu le rapport de M. le directeur de la Caisse d'épargne, du 5 août ct.;

Attendu que les statuts de la dite caisse sont en concordance avec les lois et règlements sur la matière;

Arrête:

Article unique. Les statuts de la caisse pu-

Nr. 4762. — Neuerung in dem Verfahren zur Herstellung von Gußstücken aus Hochfeuroh-eisen erster Schmelzung.

Nr. 4765. — Verfahren zur Nutzbarmachung der Glasgalle.

Nr. 4767. — Thonschneideapparat.

Nr. 4772. — Dachziegel für eine Eindeckung mit sägeförmiger Reihenlage.

Nr. 4773. — Vorrichtung zum Aufsetzen von Stäbchen auf flache Cementdachziegel.

Nr. 4774. — Anpassen des 24 Stunden-systems an Uhrwerke jeder Art.

Nr. 4775. — Universal-Luftsauge-Apparat.

Luxemburg, den 1. August 1903.

Der Regierungsrath und Generalsekretar,
K. Ruppert.

Beschluß vom 6. August 1903, die Genehmigung des Statuts der zu Vianden errichteten öffentlichen Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit betreffend.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht des Art. 7 des Gesetzes vom 27. März 1900, betreffend die Errichtung von öffentlichen Kassen für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit, sowie des Art. 1 des Ministerial-Beschlusses vom 20. Juni 1902, denselben Gegenstand betreffend;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 9. Juli leztthin, die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit zu Vianden betreffend;

Nach Einsicht des vom Gemeinderath von Vianden in seiner Berathung vom 20. Juli leztthin aufgestellten Statuts genannter Kasse;

Nach Einsicht des Berichtes des Directors der Sparkasse vom 5. August ct.;

In Anbetracht, daß das Statut genannter Kasse mit den einschlägigen Gesetzen und Reglementen übereinstimmt;

Beschließt:

Einziger Artikel. Das Statut der zu Vianden

blique de crédit agricole et professionnel établie à Vianden sont approuvés et seront publiés avec le présent arrêté par la voie du *Mémorial*.

errichteten Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit wird hiermit genehmigt und soll nebst gegenwärtigem Beschlusse im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxembourg, le 6 août 1903.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Luxemburg, den 6. August 1903.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Statut der öffentlichen Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit zu Vianden.

KAP. I. — Name, Gegenstand und Bezirk der Kasse.

Art 1. — Die Kasse führt den Namen « *Oeffentliche Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit zu Vianden* »; dieselbe fällt unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 27. März 1900, des Ministerial-Erlasses vom 20. Juni 1902, sowie des gegenwärtigen Statutes.

Art 2. — Die Aufsicht über die Credit-Kasse wird durch die Verwaltung der Sparkasse ausgeübt. Letztere hat darauf zu halten, dass die gesetzlichen und statutarischen Vorschriften beobachtet werden, und ertheilt die hierzu benöthigten Anweisungen.

Art 3. — Die Credit-Kasse gewährt gegen Bürgschaft verzinsliche Darlehn an Landwirthe, Handwerker und kleine Gewerbetreibende.

Art 4. — Der Geschäftskreis der Credit-Kasse umfasst die Gemeinde Vianden.

KAP. II. — Der Verwaltungsrath.

Art 5. — Der Verwaltungsrath der Credit-Kasse besteht aus dem Präsidenten, vier wirklichen und zwei Ergänzungs-Mitgliedern.

Der Präsident wird durch die Verwaltung der Sparkasse ernannt. Die Mitglieder werden vom Gemeinderath gewählt.

Art 6. — Der Präsident und die Verwaltungsmitglieder müssen :

1° Luxemburger sein ; 2° im Kassenbezirk wohnen ; 3° am Tage der Wahl wenigstens volle 21 Jahre alt sein ; und 4° in vollem Genusse der Civilrechte sein.

Von den in Rede stehenden Funktionen sind ausgeschlossen : 1° die Wirthe ; 2° diejenigen, welche in Folge Verurtheilung des Rechtes der Wählbarkeit verlustig gegangen sind ; 3° diejenigen, welche durch Art. 15 des Gesetzes vom 5. März 1884, betreffend die Kammer- und die Gemeinde-Wahlen, von dem Wahlrechte ausgeschlossen sind.

Das Mitglied, welches der einen oder der andern der in Absatz 1 gegenwärtigen Artikels erwähnten Bedingungen verlustig geht, oder auf welches einer der in Absatz 2 aufgeführten Fälle zutrifft, hört von Rechtswegen auf, Mitglied des Verwaltungsrathes zu sein.

Art 7. — Der Präsident des Verwaltungsrathes wird auf die Dauer von zwei Jahren ernannt.

Die Wahl der Mitglieder erfolgt für einen Zeitraum von vier Jahren ; dieselben werden alle zwei Jahre je zur Hälfte erneuert. Die ausscheidenden Mitglieder und Ergänzungsmitglieder der ersten, beziehungsweise der zweiten Serie, werden durch das Loos bestimmt. Die Ausscheidenden sind wieder wählbar.

Art 8. — Die Verwaltung der Sparkasse bezeichnet eines der Verwaltungsrathsmitglieder behufs Ersetzung des Präsidenten im Verbindungs-falle.

Die wirklichen Mitglieder werden im Verhinderungsfalle durch das älteste Ergänzungsmitglied ersetzt.

Im Falle Ablebens oder Entlassung eines wirklichen oder Ergänzungsmitgliedes, wird zu einer Ersatzwahl geschritten ; der Neugewählte endigt die Amtszeit des ausgeschiedenen Mitgliedes.

Art 9. — Der Verwaltungsrath tritt auf Berufung seines Präsidenten zusammen, so oft das Interesse der

Credit-Kasse dies erbeischt ; zwischen der Einberufung und dem Zusammentritt muss wenigstens ein voller Tag liegen.

Der Präsident ist verpflichtet, den Verwaltungsrath einzuberufen, wenn dies von drei Mitgliedern, unter Angabe der Verhandlungsgegenstände schriftlich beantragt wird.

Die Verwaltung der Sparkasse ist ebenfalls berechtigt, die Einberufung des Verwaltungsrathes zu verlangen, und, falls diesem Begehren nicht Folge geleistet wird, selbst, von Amtswegen, den Tag der Zusammenkunft zu bestimmen ; in diesem Falle ist der Direktor der Sparkasse, bezw. dessen Delegirter, befugt, die Verhandlungen zu leiten.

Art. 10. — Verwandte oder Verschwägte bis zum dritten Grade einschliesslich dürfen nicht gleichzeitig Mitglied des Verwaltungsrathes sein.

Art. 11. — Die Mitglieder des Verwaltungsrathes dürfen an keiner Verhandlung über eine Angelegenheit, in welcher sie selbst oder einer ihrer Verwandten oder Verschwägerten bis zum Grade von Geschwister-Enkel einschliesslich interessirt wären, theilnehmen.

Art. 12. — Der Präsident bestimmt die Tagesordnung und leitet die Verhandlungen des Rathes ; letzterer bestimmt selbst das Verfahren bei den Verhandlungen ; das Protokoll über die Verhandlungen wird von allen Mitgliedern, welche an den Beratungen theilgenommen haben, unterzeichnet.

Art. 13. — Zur gültigen Beschlussfassung ist die Anwesenheit von vier Mitgliedern des Verwaltungsrathes erforderlich ; jeder Beschluss muss wenigstens drei Stimmen auf sich vereinigen.

Art. 14. — Ein der Credit-Kasse zugetheilter Schriftführer ist mit der Abfassung der Sitzungsprotokolle sowie der Korrespondenz der Credit-Kasse beauftragt. Der Verwaltungsrath kann diese Funktionen einem seiner Mitglieder oder dem Rechnungsführer der Credit-Kasse übertragen.

Art. 15. — Der Schriftführer der Credit-Kasse wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrathes bei ; er hat kein Stimmrecht, wenn er nicht gleichzeitig wirkliches Mitglied ist.

Art. 16. — Wenn der Verwaltungsrath sich weigert, die ihm durch die Gesetze oder das Statut vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen, so sind die Funktionen seiner Mitglieder erloschen. In diesem Falle hat die Sparkasse selbst oder durch einen Delegirten die Befugnisse und Pflichten des Rathes auf Kosten der Credit-Kasse auszuüben, und sofort die behufs Ersetzung der Verwaltungsraths-Mitglieder nothwendigen Maassregeln zu ergreifen.

Art. 17. — Dasjenige Verwaltungsraths-Mitglied, welches sich weigert, dem Gesetze oder den Bestimmungen des Statuts Folge zu leisten, oder welches ohne rechtmässigen Grund drei aufeinander folgenden Sitzungen des Verwaltungsrathes beizuwohnen versäumt, kann von der Verwaltung der Sparkasse seines Amtes verlustig erklärt werden. Gegen diesen Entscheid kann Beschwerde bei der Regierung erhoben werden ; diese Beschwerde ist jedoch nur innerhalb vierzehn Tagen von der Zustellung des Entscheides an den Beetheiligten ab, zulässig.

Art. 18. — Die Regierung kann den Verwaltungsrath auflösen. Der diesbezügliche Beschluss wird dem Bürgermeister der Gemeinde zugestellt. Binnen vierzehn Tagen von dieser Zustellung ab, wird zu einer Neuwahl geschritten.

Art. 19. — Die Mitglieder des Verwaltungsrathes verwalten ihr Amt als Ehrenamt ; die denselben in Ausübung ihrer Funktionen erwachsenen baaren Auslagen sind ihnen nach vorheriger Genehmigung der Verwaltung der Sparkasse zu ersetzen.

KAP. III. — Obliegenheiten des Verwaltungsrathes.

Art. 20. — Der Verwaltungsrath ist mit der Gesamt-Verwaltung der Credit-Kasse betraut, soweit nicht einzelne Angelegenheiten durch das Gesetz oder das Statut anderen Organen vorbehalten sind.

Insbesondere hat er darauf zu achten, dass die Darlehn zu dem Zwecke, zu welchem sie gewährt sind, verwandt werden ; er hat ferner die pünktliche Rückzahlung derselben zu überwachen.

Art. 21. — Der Verwaltungsrath vertritt die Credit-Kasse in allen gerichtlichen und aussergerichtlichen

Angelegenheiten. Diese Vertretung erstreckt sich auch auf diejenigen Geschäfte und Rechtshandlungen, für welche eine Spezial-Vollmacht erfordert ist.

Die Credit-Kasse ist verpflichtet und haftet für alle Angelegenheiten, welche der Verwaltungsrath innerhalb der Grenzen seiner gesetzlichen und statutarischen Vollmachten in ihrem Namen abschliesst. Sie geniesst dagegen unter denselben Bedingungen alle daraus hervorgehenden Rechte. Zur Legitimation bei gerichtlichen oder aussergerichtlichen Rechtsgeschäften genügt die Bescheinigung der Sparkasse, dass die darin bezeichneten Personen den Verwaltungsrath bilden.

Art. 22. — Der Verwaltungsrath beschliesst endgültig über die Annahme der Darlehns-Gesuche, die Darlehnsbedingungen und den Zinsfuss, zu welchem die Darlehn erfolgen.

Alle übrigen Beschlüsse des Verwaltungsrathes unterliegen der Genehmigung der Sparkasse; wird diese Genehmigung verweigert, so entscheidet der zuständige General-Director.

Art. 23. — Ohne Ermächtigung der Regierung darf die Credit-Kasse anderswo denn bei der Sparkasse keine Anleihe machen.

Art. 24. — Der Präsident vollzieht die Beschlüsse des Verwaltungsrathes. Er hat darauf zu achten, dass die Buch- und Kassenführung regelrecht besorgt werden.

Er leitet den Geschäftsgang der Credit-Kasse und unterzeichnet gleichzeitig mit dem Schriftführer sämtliche die Credit-Kasse betreffenden Schriftstücke und Urkunden, alles unbeschadet jedoch der dem Rechnungsführer zustehenden Befugnisse.

Er nimmt Kassenrevisionen vor, so oft er dies für nöthig erachtet, jedoch wenigstens einmal im Monat. Diese Revisionen werden durch ein Visa in den Büchern bekundet.

Art. 25. — In Dringlichkeitsfällen trifft der Präsident jede im Interesse der Credit-Kasse erforderliche Anordnung, mit der Verpflichtung jedoch, den Verwaltungsrath ohne Verzug davon zu verständigen.

Art. 26. — Die Credit-Kasse darf, ohne hierzu von der Verwaltung der Sparkasse ermächtigt zu sein, weder als Klägerin noch als Beklagte vor Gericht auftreten.

KAP. IV. — Allgemeine Darlehnsbedingungen.

Art. 27. — Die Darlehn werden im Betrage bis zu 1000 Fr. auf eine Dauer von 3 Jahren gewährt. Ausnahmsweise und mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse können Darlehn auch bis zum Betrage von 2000 Fr. und auf eine Dauer von 5 Jahren gewährt werden. Werden Darlehn auf mehrere Jahre bewilligt, so sind dieselben, wo möglich, in jährlich gleichen Raten zurückzuzahlen.

Art. 28. — Das Darlehn darf nicht weniger als 25 Fr. betragen.

Art. 29. — Die Credit-Kasse gewährt Darlehn nur gegen Stellung eines oder zweier Bürgen. Die Bürgen haften mit dem Anleiher solidarisch für die Rückzahlung des Darlehns, die Zahlung der Zinsen und etwaiger Kosten.

Darlehnsnehmer und Bürgen müssen bezüglich ihrer persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse, ihrer Zuverlässigkeit und Ehrenhaftigkeit Gewähr für die Erfüllung der übernommenen Verbindlichkeiten bieten.

Die Mitglieder des Verwaltungsrathes werden als Bürgen nicht zugelassen.

Art. 30. — Hypothekar-Darlehn sind untersagt.

Die Credit-Kasse ist jedoch befugt, in den Fällen, wo sie Gefahr läuft, eines Guthabens verlustig zu gehen, die nothwendigen Massregeln zu treffen, um sich eine gerichtliche oder eine vertragsmässige Hypothek zu verschaffen.

Art. 31. — Der Darlehnsnehmer muss in dem Bezirk der Credit-Kasse wohnen; dies gilt auch, in der Regel, für die Bürgen.

Art. 32. — Der Zinsfuss darf 5 pCt. pro Jahr nicht übersteigen.

Art. 33. — Anträge auf Gewährung von Darlehn werden schriftlich oder mündlich bei dem Präsidenten oder dem Schriftführer der Credit-Kasse gestellt, unter genauer Angabe des Betrages und des Zweckes des nachgesuchten Darlehns, der Namen, Stand und Wohnort des Bürgen, des Zeitpunktes und der Art der Rückzahlung.

Art. 34. — Weder als Darlehnsnehmer noch als Bürge werden zugelassen :

1. Diejenigen, welche in Vermögensverfalls-Zustand gerathen oder notorisch zahlungsunfähig sind ;
2. Diejenigen, welche gelegentlich eines frühern Darlehns entweder die Credit-Kasse oder einen der Bürgen in Verlust gebracht haben.
3. Diejenigen, welche ein früheres Darlehn auf falsche Angaben hin erhalten haben.

Art. 35. — Ueber das empfangene Darlehn haben Schuldner und Bürgen einen Schuldschein unter Privatunterschrift auszustellen.

Ist der Schuldner oder der Bürge des Schreibens unkundig, so wird auf Kosten des Darlehnsnehmers, ein notarieller Akt über das Darlehn aufgenommen.

Art. 36. — Dem Schuldner ist es freigestellt, das Darlehn jederzeit, ganz oder theilweise, zurückzuzahlen. Theilrückzahlungen müssen wenigstens 5 Franken betragen.

Eine Zahlung, die zur Deckung des Kapitals und der Zinsen nicht ausreicht, wird zuerst auf die Zinsen angerechnet.

Art. 37. — Ungeachtet der gewährten Rückzahlungsfristen, und unbeschadet der durch das Gesetz vorgesehenen Fälle, hat die Credit-Kasse das Recht, die sofortige Rückzahlung des Darlehns, an Hauptsumme und Accessorien zu fordern :

1. wenn der Schuldner, ohne vorgängige Zustimmung des Verwaltungsrathes, das Darlehn zu einem andern als zu dem im Darlehnsvertrag bezeichneten Zweck verwendet ;
2. wenn er mit einer vertragsmässigen Zahlung über einen Monat im Rückstande bleibt ;
3. wenn eine Zwangsvollstreckung gegen ihn oder seinen Bürgen angeordnet ist ;
4. wenn er oder sein Bürge in Falliments- oder Vermögensverfalls-Zustand geräth oder eine gerichtliche Abtretung seiner Güter bewilligt hat ;
5. wenn er oder der Bürge den Bezirk der Credit-Kasse definitiv verlässt und auswärts seinen Wohnsitz nimmt.

Bei Eintreffen eines der obigen Fälle wird das Darlehn von Rechtswegen, und ohne dass es einer vorausgegangenen Inverzugsetzung bedarf, rückforderbar.

Art. 38. — Die Verweigerung eines nachgesuchten Darlehns wird zur Kenntniss des Darlehnsuchers gebracht ; letzterer ist nicht befugt, die Mittheilung der Gründe des abschlägigen Bescheides zu verlangen.

Art. 39. — Die Zinsen des Darlehns sind halbjährlich zu entrichten.

Bei der Berechnung der Zinsen wird das Jahr zu 360 Tagen und die Monate zu 30 Tagen gerechnet.

Art. 40. — Sämmtliche Zahlungen haben zu erfolgen in Münzen, welche in den öffentlichen Kassen des Staates Kurs haben, und sind zu leisten unter die Hände und gegen Quittung des Rechnungsführers, unbeschadet der Bestimmung des Art. 4 des ministeriellen Beschlusses vom 20. Juni 1902.

Art. 41. — Der Verwaltungsrath ist befugt, Zahlungsausstand bis zu 3 Monaten zu gewähren ; längeren Ausstand darf er nur mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse bewilligen.

KAP. V. — Die Buchführung.

Art. 42. — Die Bezeichnung der zur Buchführung erforderlichen Bücher, sowie das Visa derselben, erfolgt durch die Verwaltung der Sparkasse.

Art. 43. — Alle Einnahmen und Ausgaben werden von dem Rechnungsführer bewerkstelligt.

Art. 44. — Der Rechnungsführer wird vom Verwaltungsrath ernannt ; diese Ernennung muss durch die Verwaltung der Sparkasse bestätigt werden.

Art. 45. — Der Rechnungsführer bezieht eine feste Entschädigung zu Lasten der Credit-Kasse ; die Gewährung von Tantiemen ist nicht zulässig ; der Rechnungsführer kann nicht Mitglied des Verwaltungsrathes sein.

Art. 46. — Die Höhe und der Bestand der durch den Rechnungsführer zu stellenden Caution wird durch den General-Direktor der Finanzen auf den Vorschlag des Verwaltungsrathes der Credit-Kasse und auf das Gutachten der Sparkasse hin, festgesetzt.

Art. 47. — Das Rechnungsjahr beginnt am 1. Januar und endigt am 31. Dezember; auf diesen letzteren Tag werden sämtliche Rechnungen an Hauptsumme und Zinsen abgeschlossen.

Art. 48. — Die Bilanz wird vom Verwaltungsrath aufgestellt. Die Forderungen werden, mit Werth am Tage des Rechnungsabschlusses, eingetragen; die zweifelhaften Forderungen sind nach ihrem wahrscheinlichen Werthe anzusetzen, wogegen die als einbringlich anzusehenden auf dem Gewinn- und Verlust-Conto abzuschreiben sind.

Die Verwaltung der Sparkasse prüft die Jahresrechnungen und die Bilanz und ertheilt Entlastung, nachdem die Bilanz dem Gemeinderathe mitgetheilt worden.

KAP. VI. — Reserve-Fonds.

Art. 49. — Behufs Deckung der eventuellen Verluste wird von dem erzielten Gewinn eine Summe bis zu 25 pCt. der Verbindlichkeiten der Credit-Kasse zur Bildung eines Reserve-Fonds erhoben.

Art. 50. — Der Reserve-Fonds wird entweder in einem Sparkassenbuch oder in Schuldverschreibungen des Staates oder inländischer Gemeinden angelegt.

Die Regierung kann nach eingeholtem Gutachten der Sparkasse auch jede andere Anlage gestatten.

Die Werthpapiere der Credit-Kasse werden der Sparkasse zur Aufbewahrung übergeben.

Art. 51. — Der Gewinn, welcher den im vorstehenden Art. 50 festgesetzten Betrag übersteigt, wird den betheiligten Gemeindegliederungen in dem Verhältnisse der Quote, welche ihnen in den direkten Steuern obliegt, behufs Verwendung zu gemeinnützigen, gesetzlich nicht vorgesehenen Ausgaben, überwiesen.

Sofern dieser Ueberschuss auf eine Verringerung der Verbindlichkeiten der Credit-Kasse zurückzuführen ist, wird derselbe den Gemeinden erst drei Jahre nach Abschluss der betreffenden Jahresrechnung zur Verfügung gestellt.

KAP. VII. — Abänderungen des Statuts.

Art. 52. — Anträge auf Abänderung des Statuts sind von dem Verwaltungsrath der Credit-Kasse, von dem Gemeinderath und von der Verwaltung der Sparkasse zu begutachten und bedürfen der Genehmigung der Regierung.

KAP. VIII. — Auflösung der Credit-Kasse.

Art. 53. — Auf den Vorschlag des Gemeinderathes kann die Regierung die Auflösung der Credit-Kasse verfügen. Nach Anhörung des Verwaltungsrathes der Credit-Kasse und nach eingeholtem Gutachten der Verwaltung der Sparkasse, kann die Regierung sogar von Amtswegen die Credit-Kasse auflösen, sobald dieselbe nicht mehr in der Lage ist, ihren Verpflichtungen dauernd nachzukommen.

In diesem Falle wird die Liquidation durch den Verwaltungsrath bewerkstelligt. Sollte dieser letztere sich dieser Pflicht entziehen, so wird die Verwaltung der Sparkasse die im Interesse dieser Liquidation nothwendigen Maassregeln ergreifen.

Art. 54. — Das nach Abzug aller Schulden verbleibende Reinvermögen fällt der Gemeinde zu.

Art. 55. — Falls die Credit-Kasse ihre Thätigkeit einstellt, oder falls eine der Sektionen des Kassenbezirks aus dem Verband der Credit-Kasse ausscheiden will, wird, ähnlich wie bei der Auflösung, zur Liquidation geschritten.

KAP. IX. — Allgemeine Bestimmungen.

Art. 56. — Die Credit-Kasse ist verpflichtet, die Verwaltung der Sparkasse oder deren Delegirten von den Verhandlungsprotokollen des Verwaltungsrathes, sowie von den Büchern und Rechnungen Einsicht nehmen zu lassen, und die Prüfung des Kassenbestandes zu gestatten. Der Bürgermeister der Gemeinde, in welcher die Credit-Kasse ihren Sitz hat, ist berufen, dieser Prüfung beizuwohnen.

Art. 57. — Die Verhandlungen des Verwaltungsrathes der Credit-Kasse, mit Ausnahme derjenigen, welche die Darlehnsgesuche zum Gegenstand haben, werden innerhalb acht Tagen der Sparkasse in Abschrift eingesandt.

Art. 58. — Die zum Kassendienst herangezogenen Beamten unterstehen den Anordnungen des Verwaltungs-

rathes in allen die Credit-Kasse betreffenden Angelegenheiten. Dem Verwaltungsrathe stehen indessen keine Disciplinar-Befugnisse über diese Beamten zu.

Art. 59. — Alle Personen, welche irgendwie an der Geschäftsthätigkeit der Credit-Kasse theilnehmen, sind verpflichtet, betreffs der über die Privat-Verhältnisse der Darlehensnehmer erhaltenen Auskünfte, sowie betriebs Alles dessen, was bei Gelegenheit der Operationen, die sie vornehmen, zu ihrer Kenntniss gelangt, das Geheimniss zu wahren.

Art. 60. — Auf den Bericht der Verwaltung der Sparkasse und nach Anhörung des Verwaltungsrathes der Credit Kasse, sowie des Gemeinderathes entscheidet der zuständige General Direktor über sammtliche Schwierigkeiten, zu welchen die Auslegung und Ausübung des gegenwärtigen Statuts Anlass geben können, dies unbeschadet der den Gerichten zustehenden Befugnisse.

Arrêté du 11 août 1903, portant reconnaissance légale et approbation des statuts des sociétés mutualistes d'assurance contre la mortalité du bétail de Lenningen, Stadtbredimus, Garnich et Bettendorf.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu les demandes en reconnaissance légale présentées par les sociétés mutualistes d'assurance contre la perte du bétail de 1° Lenningen, 2° Stadtbredimus, 3° Garnich, et 4° Bettendorf, ensemble les statuts de ces sociétés ;

Vu les avis émis les 1° 2 mai 1903, 2° 26 avril 1903, 3° 29 juin 1903 et 4° 6 juin 1903 par les administrations communales intéressées ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 2 août 1903 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Attendu que les statuts desdites sociétés sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes assurées des mêmes sociétés paraissent suffisantes pour faire face à leurs dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les sociétés mutualistes ci-dessus désignées sont légalement reconnues et leurs statuts sont approuvés.

Beschluß vom 11. August 1903, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten der Viehversicherungs-Vereine von Lenningen, Stadtbredimus, Garnich u. Bettendorf betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht der Gesuche der Viehversicherungs-Vereine von 1° Lenningen, 2° Stadtbredimus, 3° Garnich und 4° Bettendorf wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung der Statuten dieser Vereine ;

Nach Einsicht des Gutachtens der betreffenden Gemeindeverwaltungen vom 1° 2. Mai 1903, 2° 26. April 1903, 3° 29. Juni 1903 und 4° 6. Juni 1903 ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Vereine, vom 2. August 1903 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Großh. Beschlusses vom 22. dess. Mts. ;

In Anbetracht, daß die Statuten genannter Vereine mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang stehen ;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Vereine zur Bestreitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Die oben bezeichneten Viehversicherungs-Vereine werden hiermit gesetzlich anerkannt und sind deren Statuten genehmigt.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 11 août 1903.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

NOTE. — Les statuts de ces quatre sociétés sont la reproduction du projet de statuts-type adopté pour la plupart des sociétés similaires légalement reconnues — voir entre autres ceux publiés au *Mémorial* 1903, p. 405 — sauf les modifications ci-après :

1) **Lenningen.** — § 1. — Unter dem Namen » Viehversicherungsverein von Lenningen « u. s. w.

§ 2. — Der Sitz des Vereins ist in Lenningen und erstreckt sich auf die Ortschaft Lenningen.

§ 34. — einen Vorstand, bestehend aus einem Vorsteher, einem Stellvertreter des Vorstehers, einem Rechnungsführer und zwei Mitgliedern.

§ 41. — Berathen und angenommen zu Lenningen, am 1. Mai 1903.

2) **Stadtbredimus.** — § 1. — Unter dem Namen » Viehversicherungsverein von Stadtbredimus « u. s. w.

§ 2. — Der Sitz des Vereins ist in Stadtbredimus und erstreckt sich auf die Ortschaft Stadtbredimus.

Avis. — Assurances.

Par arrêté grand-ducal du 15 juin dernier la compagnie d'assurances « Allianz », établie à Berlin, a été autorisée à étendre ses opérations sur le Grand-Duché.

Cette compagnie a déposé dans la caisse de l'État, pour les branches « vol et transport », le cautionnement prescrit par les dispositions sur la matière.

M. Nicolas Philippart à Luxembourg a été agréé comme agent général de cette compagnie dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 13 août 1903.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Art. 2. Dieser Beschluß, nebst den dazu gehörigen Statuten, soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 11. August 1903.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

§ 34. — und zwei Mitgliedern.

§ 41. — Berathen und angenommen zu Stadtbredimus, am 1. Januar 1903.

3) **Garnich.** — § 1. — Unter dem Namen » Viehversicherung von Garnich « u. s. w.

§ 2. — Der Sitz des Vereins ist in Garnich und erstreckt sich auf die Ortschaften Daitem, Garnich, Hwinngen, Kahler.

§ 34. — und vier Mitgliedern.

§ 41. — Berathen und angenommen zu Garnich, am 28. Juni 1903.

4) **Bettendorf.** — § 1. — Unter dem Namen » Viehversicherungsverein von Bettendorf « u. s. w.

§ 34. — und zwei Mitgliedern.

§ 41. — Berathen und angenommen zu Bettendorf, den 6. April 1902.

Bekanntmachung. — Versicherungsweisen.

Durch Großh. Beschluß vom 15. Juni letzthin ist die Versicherungsgesellschaft „Allianz“, mit dem Sitz zu Berlin, ermächtigt worden, ihren Geschäftsbetrieb auf das Großherzogthum Luxemburg auszu dehnen.

Genannte Gesellschaft hat für die Branchen „Diebstahl und Transport“ die gesetzliche Kaution in die Staatskasse hinterlegt.

Hr. Nicolas Philippart, zu Luxemburg, ist als Haupt-Agent dieser Gesellschaft für das Großherzogthum Luxemburg bestätigt worden.

Luxemburg, den 13. August 1903.

*Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.*

Avis. — Règlement communal.

En séance du 15 avril 1903, le conseil communal de Manternach a arrêté un règlement sur la conduite d'eau et le lavoir de la section de Manternach. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 12 août 1903.

Pour le Directeur général de l'intérieur :

Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RICHARD.

Avis. — Timbre.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement et des domaines au bureau d'Esch-s.-Alz., le 8 août 1903, vol. 34, art. 594, que la Société anonyme des hauts-fourneaux et forges de Dudelange a payé les droits de timbre à raison de six cents actions de jouissance, devant remplacer le même nombre d'actions portant les numéros suivants :

9, 25, 35, 43, 159, 192, 200, 201, 214, 270, 331, 341, 347, 356, 370, 390, 410, 425, 454, 545, 553, 637, 660, 675, 678, 728, 737, 770, 775, 845, 873, 907, 936, 962, 967, 1046, 1052, 1055, 1093, 1164, 1214, 1286, 1307, 1358, 1377, 1389, 1390, 1392, 1428, 1441, 1469, 1485, 1491, 1499, 1515, 1565, 1586, 1630, 1668, 1687, 1701, 1708, 1721, 1824, 1826, 2037, 2040, 2070, 2074, 2107, 2177, 2178, 2186, 2263, 2302, 2309, 2351, 2389, 2437, 2456, 2457, 2461, 2498, 2509, 2543, 2567, 2605, 2655, 2689, 2702, 2707, 2743, 2808, 2821, 2822, 2875, 2920, 2921, 2927, 2963, 3016, 3020, 3042, 3063, 3066, 3072, 3137, 3144, 3187, 3201, 3273, 3279, 3309, 3373, 3407, 3478, 3496, 3510, 3541, 3587, 3631, 3654, 3682, 3703, 3713, 3761, 3763, 3878, 3992, 4047, 4086, 4134, 4139, 4166, 4203, 4218, 4222, 4249, 4321, 4353, 4437, 4452, 4453, 4532, 4580, 4634, 4638, 4652, 4661, 4683, 4696, 4732, 4739, 4742, 4753, 4776, 4807, 4821, 4868, 4939, 4957, 5008, 5019, 5092, 5134, 5161, 5238, 5273, 5284, 5294, 5297, 5311, 5320, 5324, 5369, 5434, 5435, 5465, 5488, 5504, 5545, 5563, 5625, 5634, 5673, 5681, 5686, 5742, 5752, 5848, 5892, 5949, 5950, 5982, 5999, 6014, 6036, 6061, 6119, 6125, 6150, 6156, 6160, 6174, 6188, 6221, 6248, 6269, 6281, 6292, 6293, 6349, 6361, 6410, 6413, 6414, 6462, 6493, 6542, 6564, 6609, 6679, 6699, 6727, 6752, 6770, 6806, 6825, 6832, 6882, 6888, 6915, 6916, 6971, 6989, 7041, 7045, 7101, 7153, 7157, 7170, 7178, 7200, 7208, 7215, 7245, 7248, 7249, 7259, 7280, 7283, 7285, 7290, 7345, 7349, 7363, 7372, 7438, 7440, 7448, 7516, 7539, 7553, 7600, 7644, 7665, 7688, 7691, 7733, 7769, 7833, 7841, 7858, 7863, 7874, 7914, 7916, 7925, 7969, 7975, 7985, 7986, 7998, 8004, 8125, 8157, 8174, 8182, 8191, 8192, 8298, 8306, 8308, 8334, 8393, 8507, 8514, 8516, 8529, 8552, 8563, 8564, 8655, 8682, 8720, 8752, 8762, 8840, 8872, 8875, 8920, 8926, 8990, 9100, 9110, 9137, 9187, 9190, 9191, 9221, 9225, 9231, 9267, 9304, 9340, 9476, 9508, 9562, 9565,

Bekanntmachung. — Gemeindereglement.

In seiner Sitzung vom 15. April 1903 hat der Gemeinderath von Manternach ein Reglement erlassen über die Wasserleitung und den Waschbrunnen der Section Manternach. — Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 12. August 1903.

Für den General-Director des Innern :

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
K. R i s c h a r d.

Bekanntmachung. — Stempel.

Aus einer vom Einregistrierungs-Einnehmer zu Esch an der Mzette unterm 8. August 1903, Band 34, Art. 594, ausgestellten Quittung erhellt, daß die Düdelinger Hochöfen = Actiengesellschaft die Stempelgebühren entrichtet hat für hundert Genußscheine, welche die gleiche Zahl, mit folgenden Nummern versehenen Actien ersetzen sollen :

9583, 9584, 9585, 9696, 9720, 9771, 9802, 9803, 9820, 9846, 9853, 9867, 9963, 9980, 10029, 10035, 10082, 10090, 10093, 10147, 10230, 10258, 10270, 10324, 10352, 10445, 10488, 10513, 10566, 10737, 10765, 10781, 10783, 10872, 10915, 10961, 10963, 10967, 10971, 10989, 11043, 11113, 11117, 11163, 11191, 11209, 11258, 11274, 11323, 11332, 11378, 11464, 11497, 11511, 11569, 11575, 11584, 11663, 11669, 11690, 11696, 11769, 11771, 11814, 11818, 11851, 11855, 11874, 11974, 12091, 12092, 12094, 12118, 12165, 12174, 12211, 12249, 12309, 12326, 12341, 12368, 12369, 12392, 12398, 12428, 12430, 12447, 12497, 12517, 12546, 12593, 12633, 12651, 12821, 12831, 12847, 12910, 12943, 12947, 12965, 13067, 13083, 13122, 13139, 13181, 13213, 13278, 13313, 13319, 13326, 13454, 13492, 13522, 13566, 13633, 13635, 13646, 13649, 13693, 13744, 13748, 13855, 13869, 13879, 13914, 13940, 13960, 13965, 13982, 13991, 14040, 14042, 14065, 14084, 14096, 14098, 14109, 14140, 14172, 14252, 14258, 14270, 14272, 14290, 14329, 14358, 14435, 14460, 14472, 14507, 14549, 14631, 14671, 14718, 14725, 14727, 14732, 14784, 14813, 14816, 14887, 14930, 14954, 14998, 15003, 15035, 15046, 15056, 15105, 15136, 15141, 15167, 15279, 15281, 15293, 15303, 15353, 15355, 15377, 15384, 15390, 15411, 15419, 15464, 15481, 15485, 15530, 15540, 15569, 15571, 15572, 15573, 15661, 15695, 15698, 15741, 15798, 15828, 15836, 15891, 15962, 15964, 15989, 16045, 16051, 16057, 16065, 16108, 16128, 16179, 16213, 16233, 16276, 16282, 16295, 16324, 16373, 1642, 16480, 16481, 16518, 16528, 16557, 16560, 16653, 16676, 16757, 16767, 16771, 16802, 16808, 16838, 16841, 16869, 16891, 16958, 16993, 17009, 17048, 17050, 17063, 17072, 17084, 17092, 17108, 17189, 17190, 17316, 17362, 17366, 17406, 17445, 17459, 17465, 17480, 17541, 17566, 17606, 17609, 17703, 17712, 17735, 17736, 17740, 17743, 17748, 17794, 17882, 17904, 17934, 17959.

La présente publication est destinée à satisfaire à la disposition de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 10 août 1903.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Gegenwärtige Bekanntmachung soll der Bestimmung des Art. 5 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge leisten.

Luxemburg, den 10. August 1903.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Caisse d'épargne. — A la date du 7 août 1903, les livrets N^{os} 88908 et 90584 ont été déclarés perdus. Les porteurs de ces livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 8 août 1903.

Chemins de fer Guillaume-Luxembourg. — Recettes des lignes du Grand-Duché : 174 kilom.)*

RECETTES.		Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 31 mars	1903	fr. 132,500 00	fr. 1,041,250 00	fr. 108,750 00	fr. 1,282,500 00
Du 1 ^{er} janvier au 28 février . .		221,205 00	2,047,500 00	195,750 00	2,462,500 00
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars . . .	1903	fr. 353,750 00	fr. 3,088,750 00	fr. 502,500 00	fr. 3,745,000 00
	1902	360,000 00	2,626,250 00	295,000 00	3,281,250 00
Différence en faveur de	1903		462,500 00	7,500 00	463,750 00
	1902	6,250 00			

Produit kilométrique correspondant à { 1903 fr. 86,091 95.
1902 fr. 76,478 00.

*) Les produits des embranchements de Bettembourg-Dudelange et du bassin de Rumelange, ainsi que ceux des lignes d'Esch-Bédange et de Trois-Vierges-St.-Vith, pour les sections de ces lignes qui sont situées dans le Grand-Duché, ne sont pas compris dans les recettes.

Chemins de fer secondaires. — Lignes de Luxembourg-Mondorf-Remich et de Cruchten-Larocheville.
Longueur en exploitation : 41 kilomètres.

RECETTES.		Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 31 mars	1903	fr. 8,082 05	fr. 8,095 53	fr. 581 30	fr. 16,538 90
Du 1 ^{er} janvier au 28 février . .		16,639 45	9,621 25	725 70	26,986 40
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars . . .	1903	fr. 24,721 50	fr. 17,716 80	fr. 1,107 00	fr. 43,545 30
	1902	25,786 25	15,648 50	1,107 00	42,541 75
Différence en faveur de l'année	1903		fr. 2,068 30		fr. 1,003 53
	1902	fr. 1,064 75			

Produit kilométrique correspondant à { 1903 fr. 4,248 52.
1902 fr. 4,150 41

Chemins de fer Prince-Henri. — Recettes des lignes. (1^{er} et 2^e réseau.)
Longueur en exploitation : 189 kilomètres.

RECETTES.		Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 31 mars	1903	fr. 45,952 22	fr. 366,355 81	fr. 2,055 11	fr. 414,325 14
Du 1 ^{er} janvier au 28 février . .		88,160 73	653,883 11	3,734 58	743,778 42
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars . . .	1903	fr. 134,112 95	fr. 1,020,218 92	fr. 5,769 69	fr. 1,160,101 56
	1902	129,450 24	807,328 70	6,376 86	943,055 80
Différence en faveur de	1903	4,662 71	212,990 22		217,045 76
	1902			607 17	

Produit kilométrique correspondant à { 1903 fr. 24,893 40, soit par jour-kilomètre fr. 68,20
1902 » 20,256 04, » » fr. 58,44

Chemins de fer cantonaux. — Lignes de Nœrdange-Martelange et Diekirch-Vianden: 44 kilom.

RECETTES.		Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales
Du 1 ^{er} au 31 mars	1903	fr. 5,995 25	fr. 9,482 53	fr. 525 12	fr. 14,002 90
Du 1 ^{er} janvier au 28 février...		7,935 80	9,058 93	1,058 68	18,953 90
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars	1903	fr. 11,931 05	fr. 19,441 48	fr. 1,585 80	fr. 32,956 33
	1902	11,781 80	18,128 05	1,520 27	31,430 12
Différence en faveur de l'année	1903	fr. 149 25	fr. 1,313 43	fr. 65 53	fr. 1,526 21
	1902	.	.	.	.
Produit kilométrique correspondant à		1903 fr. 2,987 59			
		1902 fr. 2,857 28			